

## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

---

### Convention

Le porte parole de la Convention, Nikolaus Meyer-Landrut, a indiqué, le 26 avril dernier, que le présidium de la Convention avait décidé de créer deux groupes de travail : un sur la subsidiarité, un autre sur l'intégration de la charte des droits fondamentaux. La constitution de ces deux groupes devrait avoir lieu lors de la prochaine réunion plénière de la Convention, les 23 et 24 mai et présenter leurs rapports à l'automne. Nous rappelons que, depuis janvier dernier, le CELSIG a constitué un groupe de travail "cohésion territoriale-subsidiarité" qui s'est fixé comme objectif de remettre une première contribution sur le sujet d'ici juin. La prochaine réunion aura lieu le 17 mai.

---

### Obligations de service public

Une juridiction nationale vient de prononcer un jugement qui va dans le sens de la proposition de la Commission de règlement sur les obligations de services publics dans les transports de voyageurs urbains et interurbains actuellement en discussion par les instances communautaires.

Selon le tribunal de première instance de Düsseldorf (Vergabekammer, Allemagne), compétent en matière de marchés publics, le transport ferroviaire de proximité relève du droit des marchés publics et doit donc, en règle générale, faire l'objet d'appels d'offres. Lors de l'attribution d'un contrat de transport en Saxe-Anhalt à Deutsche Bahn, ses concurrents, notamment Connex Regiobahn (groupe Vivendi), ont soutenu la nécessité que "les donneurs d'ordre publics soumettent les services de transport ferroviaire de proximité à appel d'offres". Le tribunal a également estimé que les donneurs d'ordres doivent tenir compte des aides financières publiques octroyées à certains soumissionnaires : si celles-ci sont illégales, le soumissionnaire doit être exclu de la procédure d'appel d'offres ; à cet effet, le donneur d'ordre doit vérifier l'existence de prix anormalement bas et en déterminer la raison.

S'il est probable que ce jugement fera l'objet de procédures d'appel, d'ores et déjà il souligne deux choses : d'une part, il renforce la position de la Commission sur le projet de règlement des obligations de services publics dans les transports de voyageurs urbains et interurbains ; d'autre part, il confirme les difficultés que vont avoir les autorités locales pour continuer d'assurer des services publics locaux par le biais de leurs propres entreprises (régie) dans la cadre de la construction européenne. Sans règles adéquates prises au niveau communautaire les régies sont condamnées à disparaître, à un terme plus ou moins proche, face à des entreprises privées qui défendent d'abord leurs profits.

---

### Concurrence

♦ Un projet d'entreprise commune entre Connex Verkher GmbH (groupe Vivendi) et Deutsche Nahverkehrsgesellschaft GmbH (DNVG), qui concernera essentiellement des marchés locaux de transports à l'intérieur de l'Allemagne, a été renvoyé à l'autorité allemande de la concurrence (Bundeskartellamt) par la Commission. ...

### Convention

On the 26<sup>th</sup> of April, the spokesman for the Convention, Nikolaus Meyer-Landrut, announced that the Convention Presidium has decided to set up two working groups : one on subsidiarity and the other on the integration of the charter of fundamental rights. The formation of these two groups will take place during the plenary meeting of the Convention on 23<sup>rd</sup> and 24<sup>th</sup> May and the groups are to submit their reports in Autumn. We would like to remind you that, since January, CELSIG has set up a working group, "territorial cohesion-subsidiarity" which has fixed an objective of making its first contribution on the matter, between now and June. The next meeting will be held on 17<sup>th</sup> May.

---

### Public service obligations

A national court has issued a judgement going in the direction of the proposal of the committee of regulations on the obligations of public services for urban and inter-urban passenger transports, which is currently under discussion by Community authorities.

According to the tribunal of first instance of Düsseldorf (Vergabekammer, Germany), which has competence in public procurement, local railways transport falls under public procurement law and, therefore, should normally involve invitation to tender. During the awarding of a transport contract in Saxe-Anhalt to Deutsche Bahn, its competitors, in particular Connex Regiobahn (Vivendi group), insisted on the necessity for "public principals to submit services of local railways transport to invitation to tender". The court also deemed that principal clients should take into account public financial aid awarded to certain tenderers: in the event of such aid being shown to be illegal, the tenderer in question should be excluded from the tender procedure; to this end principal clients should verify quotations offering abnormally low prices and find out the reason why.

Whereas it is likely that this ruling will trigger appeal procedures, it already stresses two points: on the one hand, it strengthens the Commission's position on the regulation draft for public service obligations in urban and inter-urban passenger transports and, on the other, it confirms difficulties that local authorities will face in continuing to ensure local public services using their own firms (local authority controlled firms) within the framework of the European construction. In the absence of effective rules issued at the Community level, local authorities' firms are doomed to disappear in a more or less short term, in the presence of private firms which are fighting for their own profits.

---

### Competition

♦ A joint firm project between Connex Verkher GmbH (Vivendi group) and Deutsche Nahverkehrsgesellschaft GmbH (DNVG), which will basically concern local transport markets inside Germany, has been referred to the German authorities for competition (Bundeskartellamt) by the Commission. ...

La nouvelle société offrira ses services en Saxe (zone de Reisa) et sera détenue à 51% par Connex et 49% par DNVG. La Commission a accepté la demande de renvoi du Bundeskartellamt qui craint que Connex, déjà solidement implanté sur le marché voisin de Schaulburg, ne profite de sa position pour prendre pied sur le marché de Hanovre.

♦ La Commission a reconduit, le 17 avril dernier, au titre du règlement communautaire sur le contrôle des concentrations l'exemption dont bénéficie l'entreprise commune ERS (European Rail Shuttle) dans le secteur ferroviaire. L'entreprise fournit des services ferroviaires à ses entreprises fondatrices (Maersk Intermodal BV et P&O Nedlloyd BV) pour acheminer leurs conteneurs entre plusieurs ports et un certain nombre de terminaux terrestres, ainsi qu'à des tiers, entre Rotterdam, l'Allemagne et l'Italie. La Commission a noté que si ERS a étendu son périmètre bien au delà de ses activités initiales, et quoiqu'elle ait la capacité d'affecter la concurrence, il existe des avantages compensatoires : l'extension de son réseau améliorera la concurrence sur un marché récemment encore exclusivement occupé par les compagnies nationales de chemins de fer.

---

## Banques publiques

L'Allemagne vient officiellement d'accepter de supprimer les aides d'Etat aux banques publiques sous leurs formes actuelles ("Antaltstat" : les autorités publiques détentrices d'un établissement -Etat fédéral, Länder ou municipalités- ont la responsabilité d'assurer ses bases économiques et son bon fonctionnement pendant toute la durée de son existence ; "Gewährträgerhaftung" : la responsabilité du garant -caisses d'épargne et Länder- est engagée pour tous les engagements que les actifs de la banque ne suffisent pas à satisfaire). Aux termes de l'accord trouvé avec la Commission le 28 février dernier, la "Gewährträgerhaftung" est supprimée ; dans le cas de l'"Antaltstat", les établissements publics sont désormais soumis aux mêmes règles d'insolvabilité que les établissements privés et leurs créanciers placés dans les mêmes conditions que ceux des établissements privés.

Le commissaire Monti a tenu à souligner, notamment, que "il était parfaitement possible de respecter les règles [...] sans remettre en question la nature publique de certaines entreprises" et s'est félicité de la coopération des banques publiques allemandes pour dégager les grandes lignes qui ont servi à l'accord. Une procédure similaire est actuellement pendante avec l'Autriche.

---

## Marchés publics

Après le vote du Parlement européen, le 17 janvier dernier, dans le cadre de la procédure de co-décision, sur le projet de refonte des directives communautaires régissant les marchés publics, qui a adopté de nombreux amendements à caractères social et environnemental (voir bulletin 98), les critiques exprimées lors de l'audition publique organisée par le Forum européen des personnes handicapées, le 16 avril, ont fait sortir au grand jour les dissensions au sein de la Commission. Les directions générales (DG) "emploi/affaires sociales" et "environnement" critiquent fortement le fait que la DG "marché intérieur" soit le département porteur du projet, ce qui a abouti à mettre exagérément l'accent sur les aspects économiques au détriment des aspects sociaux et environnementaux.

The new firm will provide services in Saxe (Reisa zone) and will be controlled at 51% by Connex and at 49% by DNVG. The Commission has accepted the referral request of the Bundeskartellamt which fears that Connex, already firmly established in the nearby market of Schaulburg, would take advantage of its position to get into the Hanover market.

♦ On the 17<sup>th</sup> April the Commission renewed the exemption in favour of the joint firm ERS (European Railways Shuttle) in the railways sector, on the basis of the Community regulation on the restriction of concentrations. The firm provides rail services to its parent firms (Maersk Intermodal BV et P&O Nedlloyd BV) for the transportation of their containers between several ports and a certain number of internal terminals, as well as for third parties between Rotterdam, Germany and Italy. The Commission observed that though ERS has extended its perimeter well beyond its initial activities and although it has the potential to affect competition, there are, in return, some compensatory advantages; the extension of its network will improve competition in a market that has until quite recently, been exclusively occupied by national railways companies.

---

## Public banks

Germany has officially accepted to withdraw state aid, in its present form, to public banks ("Antaltstat": public authorities owners of an establishment -Federal State, Lander or local authorities- have the responsibility to ensure their economic sustenance and their proper operation throughout their existence; "Gewährträgerhaftung": the responsibility of the guarantor- savings banks and Lander- is applicable in all cases where the bank's assets are not sufficient. According to the agreement reached with the Commission on 28<sup>th</sup> February 2002 the "Gewährträgerhaftung" is withdrawn; in the case of l'"Antaltstat", public establishments are henceforth subjected to the same rules of insolvency as private establishments and their creditors subjected to the same conditions as those of private establishments.

Commissioner Monti stressed in particular that "it was perfectly possible to conform to the rules without jeopardising the public nature of certain firms" and he expressed satisfaction over the co-operation amongst German public banks in identifying major points which were used to reach the agreement. A similar procedure is pending in Austria.

---

## Public procurements

Following the vote at the European Parliament on 17<sup>th</sup> January 2002, in the framework of the procedure of co-decision, over the draft of revision of Community directives on public procurements, which adopted a number of amendments of social and environmental character (see bulletin 98), criticisms aired during the public hearing organised by the European Forum for the handicap, on 16<sup>th</sup> April, brought to the open, disagreements within the Commission. The Directorates General (DG) "employment/social affairs" and "environment" strongly criticise the idea that the DG "Internal market" had become the principal department of the draft, which led to unduly insisting on the economic aspects, to the detriment of social and environmental aspects.

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@noos.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.